

Interview Journal en ligne russe

3 mars 2014

Jean-Sylvestre Mongrenier

Chercheur associé à l'Institut Thomas More

Entretien mené par Alexandre Artemiev

Le révisionnisme géopolitique russe: un défi à l'Occident

- Est-ce que vous pensez que l'idée d'intervention est une idée récente et explicable par la logique du moment : la chute du gouvernement Yanoukovitch et l'arrivée au pouvoir des forces ouvertement anti-Poutine en Ukraine ? Ou alors, la crise ukrainienne est plutôt utilisée comme un prétexte pour accomplir des projets déjà élaborés depuis longtemps?

La doctrine de l' « étranger proche » et le révisionnisme géopolitique mis en avant par le Kremlin vont dans le sens d'une remise en cause des frontières en Europe. Cela s'est accentué dans la dernière décennie, et l'annexion *de facto* de parties du territoire géorgien est un précédent historique. Le projet plus large d'intégration de l'Ukraine dans la future Union eurasiennne a été contrarié par l'insurrection civique ukrainienne. Aussi, Vladimir Poutine veut-il, à tout le moins, s'appropriier la Crimée, peut-être même l'Est ukrainien.

Pour répondre à votre question, je dirais donc que les esprits, au Kremlin et dans les cercles de pouvoir qui gravitent autour de la Présidence, sont de longue date préparés à la prise de possession de la Crimée. Pourtant, la décision d'intervenir a été prise à la suite d'un revers politique et géopolitique inattendu. Ni planification *stricto sensu*, ni pure contingence, mais un effet d'aubaine, pour parler comme les économistes. Les événements sont en adéquation avec les représentations géopolitiques du pouvoir russe mais si le Kremlin avait pu satelliser l'Ukraine, nul besoin d'une intervention militaire directe en Crimée.

- L'idée d'intervention viole-t-elle les obligations internationales de la Russie?

Ce n'est pas une idée, ou un vague projet, mais un fait. Oui, assurément, cette situation de fait provoquée par l'Etat russe viole le droit international. L'Ukraine n'est pas le « fantôme de l'Europe » mais un Etat souverain, membre de plein droit de l'ONU. C'est un Etat doté de frontières internationalement reconnues. Ses frontières

sont issues des accords et dispositions qui ont encadré la dislocation de l'URSS. Elles ont été reconnues par le droit, à travers les différents traités et accords signés entre la Russie et l'Ukraine.

Ainsi redécouvre-t-on aujourd'hui le mémorandum de Bucarest (1994). Il faut y rajouter tous les accords internationaux régissant la CEI (Communauté des Etats indépendants) signés par la Russie et l'Ukraine. On doit aussi rappeler le traité d'amitié et de coopération entre la Russie et l'Ukraine, signé en 1997. L'ensemble de ce dispositif juridique international vaut amplement reconnaissance des frontières de 1991. Les slogans et les mensonges n'y changeront rien.

- On peut entendre en Russie que, comme les parlements nationaux n'ont pas ratifié le mémorandum de Budapest, ces obligations de protéger l'intégralité de l'Ukraine n'ont pas applicables?

« *Pacta sunt servanda* » ! Si l'on veut jouer au sophiste, on peut s'amuser à justifier tout et le contraire de tout, avec de multiples arguties juridiques et des paralogismes. Vous connaissez l'adage : « On trouve toujours une bonne raison pour justifier un mauvais instinct ». Il faut cependant être conscient que cette logomachie n'abuse personne, du moins sur la scène internationale. C'est de l'auto-persuasion, rien de plus.

Rappelons qu'aucun des pays alliés ou partenaires de Moscou n'a suivi Moscou dans la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (une annexion *de facto* par la Russie) : aucun pays de la CEI (Communauté des Etats indépendants), de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), ou encore de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai). Pas même la Biélorussie ou le Kazakhstan, ces membres de l'Union douanière qui est mise en avant par Poutine. Si le pouvoir russe entendait jouer un scénario à la géorgienne en Crimée ou dans d'autres parties du territoire ukrainien, aucun de ses partenaires ne le suivrait sur ce chemin.

- Quelles sont les réactions potentielles d'autres pays garants du statut de l'Ukraine? Messieurs Obama et Kerry parlent de sanctions économiques et de l'isolement économique de la Russie. Est-ce que c'est la seule option?

Il y aura des sanctions diplomatiques et économiques. Le G-8 de Sotchi, voire la participation de la Russie au G-8, sont menacés. Rappelons que le G-8 est en fait un « G-7 + 1 ». Il a été élargi à la Russie, au milieu des années 1990, en dépit des standards politiques et économiques qui sont requis pour y participer. C'était un pari sur la transition vers une « démocratie de marché ».

A l'évidence, la « Russie-Eurasie » de Poutine a pris un autre cours. Il est douteux que Moscou trouve dans les sommets des BRICS un palliatif à une éventuelle sortie du « G-7 + 1 ». Le BRICS est un conglomérat hétérogène de pays rivaux sur bien des points. Le partenariat Russie-Chine ne saurait dissimuler l'ambivalence de cette relation, l'Inde et la Chine sont rivales, le Brésil est plus un « *global trader* » qu'une puissance globale et la République sud-africaine ne pèse guère au-delà de l'Afrique australe. Bref, c'est un bric-à-brac.

Au-delà des mesures immédiates, le viol de la souveraineté ukrainienne va amplifier la réévaluation des risques et menaces que la politique russe représente, sur la scène internationale et en Europe. Autrement dit, la modification des perceptions va s'accélérer, et cela aura des conséquences sur la posture diplomatique et stratégique des pays européens/occidentaux, vis-à-vis de l'Etat russe.

- De quoi parle-t-on? De sanctions contre des établissements financiers et de matières premières, contre des hauts fonctionnaires d'État, l'amplification de la liste Magnitsky?

Oui, entre autres mesures. Il est aussi question de visas, sans revenir sur le sort incertain du prochain G8 (voir ci-dessus). J'insiste sur le fait que l'essentiel se joue « en amont », sur le plan des esprits et des représentations géopolitiques. Dans les années 2000, il y avait des divergences d'appréciation de la situation russe entre les différents pays membres de l'UE et de l'OTAN. Schématiquement, les pays ouest-européens estimaient que leurs alliés d'Europe centrale et orientale exagéraient les risques et menaces que le pouvoir russe représentait.

Depuis la guerre russo-géorgienne d'août 2008, les visions des uns et des autres convergent progressivement. La prise de contrôle de la Crimée accélèrera cette convergence des esprits. C'est immatériel, cela ne se mesure pas et échappe au règne de la quantité, mais en dynamique, c'est le plus important : voir les choses telles qu'elles sont. Ensuite, tout est plus aisé. Si un véritable consensus s'élabore entre Occidentaux, le reste suivra. Et les options sont multiples. Il n'y a pas à se laisser enfermer dans le « tout ou rien ». Au cours de la Guerre froide, nous avons traversé de graves crises et la cohésion de l'Occident l'a emporté.

- On compare toujours 2014 avec 1968 et l'intervention en Tchécoslovaquie, mais la réponse de l'Ouest a été tout à fait limitée — personne n'a osé exercer de pression sur l'URSS et la réponse a été plutôt symbolique, n'est-ce pas?

Tout d'abord, nous étions dans une Europe partagée en deux par le « rideau de fer » et le bloc soviétique était quasi hermétique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et le contexte international a été bouleversé, aussi bien par les événements géopolitiques de 1989-1991 que par la globalisation, et les nouvelles technologies. Si les décideurs

russes n'en tenaient pas compte, ils commettraient là une grave erreur. Les temps ont changé. J'espère aussi que les classes moyennes russes et la jeunesse de ce pays attend autre chose du Kremlin que la tentative de reconstituer un Etat autarcique, sur le plan mental, intellectuel et moral.

Par ailleurs, il ne faut pas se focaliser sur les effets à court terme et les seuls plans empirique et matériel. Notons que les symboles, si l'on revient au vrai sens de ce mot, contiennent plus de force et de vérité que les réalités empirico-matérielles. Ne négligeons pas la force des idées. Rappelons-nous le mot de Staline à propos de l'Eglise catholique : « Le pape ? Combien de divisions ? ». L'Eglise catholique est là, l'URSS n'est plus !

L'insurrection de Budapest et sa répression, en 1956, puis l'intervention de la Tchécoslovaquie, en 1968, ont eu d'importantes et durables conséquences. A l'Ouest, en France notamment, ces événements ont eu un effet majeur sur une partie de l'*intelligentsia* de gauche. Celle-ci a enfin ouvert les yeux devant le phénomène totalitaire soviétique. Qualifié d'« opium des intellectuels » par Raymond Aron, le marxisme-léninisme a cessé de fasciner les esprits et de nombreux intellectuels ont quitté le Parti communiste français. Autrement dit, 1956 et 1968 ont été des points tournants sur le plan métapolitique. La bataille des idées et des valeurs a été perdue par le PCF et la gauche marxiste. Une gauche antitotalitaire a peu à peu émergé et certains intellectuels ont redécouvert les idées libérales, l'importance de l'Etat de droit, des libertés fondamentales, du libre marché.

Enfin, ces deux interventions militaires dans des pays du Pacte de Varsovie ont montré que le bloc soviétique n'était pas un monolithe. Son maintien et sa cohésion reposaient sur la seule capacité de répression de l'URSS et des « partis frères ». La doctrine Brejnev entérine la chose. Si jamais l'URSS renonçait à intervenir, le bloc soviétique se disloquerait. C'est ce qui est arrivé lorsque Gorbatchev, en 1988, a renoncé à la doctrine Brejnev et choisi la non-intervention, ce qu'un journaliste américain a appelé la doctrine Sinatra (« *My way* »). L'année suivante, nous avons des élections semi-libres en Pologne, le démantèlement du « rideau de fer » entre la Hongrie communiste et l'Autriche, la chute du mur de Berlin, puis les « révolutions de velours » qui ont mis à bas les régimes communistes d'Europe centrale et orientale. L'Allemagne s'est réunifiée et l'URSS s'est défaite.

- Pourquoi la voix de l'Allemagne est presque inaudible. Mme Merkel a eu une conversation avec M. Poutine dont le contenu est presque dépourvu de sens — seulement des phrases communes, rien de concret. La raison en est-elle le partenariat étroit entre l'Allemagne et la Russie, que le gouvernement allemand de veut pas sacrifier?

Le partenariat entre l'Allemagne et la Russie est économique et commercial. Ce n'est en rien une alliance politico-diplomatique. Si les autorités allemandes ont pu instaurer

une assez étroite relation avec la Russie, c'est parce qu'elles se sentaient désormais en sécurité. Avec le retrait des troupes russes, puis l'entrée de la Pologne et des pays d'Europe centrale dans l'OTAN, le problème de sécurité semblait réglé. Dès lors, les relations économiques et commerciales germano-russes pouvaient se développer librement.

Un retour au premier plan de la menace russe – dans le cas où les troupes russes maintiendraient leur emprise sur la Crimée, en violant la souveraineté ukrainienne -, aurait des conséquences sur l'attitude de l'Allemagne. Déjà, les perceptions allemandes de la Russie ne sont plus les mêmes qu'il y a quelques années. Beaucoup d'Allemands sont inquiets et ils le disent, aussi bien dans la diplomatie que dans les *think tanks* allemand ou dans les milieux militaires. L'Allemagne ne va pas sacrifier sa sécurité et celle de l'Europe au commerce. Le pouvoir russe ne doit certainement pas compter sur un nouveau traité de Rapallo, moins encore sur un fantasmagorique axe Paris-Berlin-Moscou. L'Allemagne est pleinement une puissance européenne et occidentale, qui joue un rôle croissant au cœur des instances euro-atlantiques.

- Les Russes disent que l'opposition ukrainienne a violé les règles des accords conclus avec M. Yanoukovitch, mais la Russie ne s'est présentée pas comme un pays garantissant la réalisation des obligations mutuelles, l'émissaire Russe Vladimir Loukine a quitté Kiev sans avoir signé l'accord. Est-ce que c'est de l'hypocrisie que d'utiliser de tes arguments, de la part de Moscou?

Oui, la partie russe n'a pas signé le document et, une fois que les événements ont rebondi, elle s'est finalement référée à ce document. Je parlerais plutôt de mauvaise foi, sans souci aucun de la vérité. Cette tactique est maladroite car elle disqualifie celui qui l'emploie. Les faits sont les faits. Il faut d'abord reconnaître les faits, pour ensuite pouvoir espérer faire valoir sa propre interprétation, son propre point de vue.

Dans l'affaire ukrainienne, la partie russe a été prise de court. Poutine pensait régler le sort de l'Ukraine à travers Yanoukovitch. A force de mépriser les peuples, on commet de graves méprises. Ensuite, on recourt aux armes pour tenter de rattraper la situation. L'échec de Yanoukovitch est aussi la défaite de Poutine en Ukraine. Aussi faut-il redouter une crainte en avant.

- Ces accords, ont-ils été violés en réalité?

Ils ont tout simplement été dépassés par la dynamique des événements. Les pays européens ainsi que les Etats-Unis espéraient, eux-aussi, stabiliser la situation et définir un cadre politique pour une transition ordonnée. Il en allait de même pour les chefs de l'opposition ukrainienne qui négociaient avec Yanoukovitch.

En fait, l'insurrection civique a basculé dans une sorte de révolution, sans la dimension utopique et millénariste des révolutions du XX^e siècle. Le sang a coulé et Yanoukovitch ne pouvait plus prétendre présider cette transition, ne serait-ce que pendant quelques semaines. Il a fui, le bâtiment présidentiel était vide, et le vide politique a été comblé.

- La Pologne, la France et l'Allemagne se sont présentés comme des acteurs les plus aptes pendant la crise, mais après l'escalade du conflit ce sont plutôt des pays anglo-saxons et leurs alliés qui mènent l'offensive diplomatique. Pourquoi?

Il faut d'abord rappeler que la Pologne, la France et l'Allemagne sont les alliés des pays dits « anglo-saxons ». Tous ces pays participent des mêmes instances euro-atlantiques, sont liés par des accords de défense (voir l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord) et ils coordonnent leurs politiques étrangères. Cela se fait par des ajustements réciproques, ce qui peut donner une impression de désordre, mais il ne faut pas sous-estimer le niveau de cohésion de l'Occident.

Ces dernières années, la logique des Etats-Unis était de compter sur l'Union européenne (UE) et ses membres, pour stabiliser leur environnement géopolitique, sur leurs frontières est et sud. De part et d'autre de l'océan Atlantique, les Alliés négocient un « partage du fardeau » (*burden sharing*), de manière souple et informelle, les Etats-Unis voulant se redéployer au Moyen-Orient et en Asie-Pacifique. Dans ce partage du pouvoir et des responsabilités, l'UE serait en charge de l'Ukraine et de l'Est européen. A elle de travailler à la réforme politique et économique de ces pays, en bon accord avec leurs gouvernements respectifs.

Lorsque la situation internationale se tend, comme c'est le cas actuellement, les problématiques militaires et sécuritaires reviennent au premier plan. L'UE, en tant que modèle de puissance civile, bute alors sur ses limites. Aussi, les Etats européens se tournent vers l'allié américain qui passe à nouveau au premier plan. Et l'on « redécouvre » l'OTAN, une alliance d'envergure transatlantique, sans équivalent dans le monde. En fait, il existe bel et bien un ensemble géopolitique euro-atlantique qui fonctionne à géométrie variable. C'est à la fois souple et efficace. L'avenir est à une sorte de division du travail à l'intérieur du monde occidental, entre un pilier nord-américain et un pilier européen. C'est ce que George Kennan, le penseur de la stratégie de *containment*, anticipait en évoquant le « concept de l'haltère ».

- Le nouveau régime ukrainien, est-ce qu'il a des ressources à résister la pression russe? Peut-il déclarer la guerre unilatéralement après l'intervention russe ou il va compter sur l'appui des pays de l'Ouest?

Si l'on se reporte aux faits, c'est l'intervention militaire russe sur le territoire ukrainien qui a enclenché une logique de guerre. En cas de guerre ouverte, l'Ukraine ne ferait que se défendre, conformément au principe de légitime défense (cf. l'article 51 de la Charte des Nations unies). Il semble que le gouvernement ukrainien mobilise un certain nombre de moyens militaires, mais il ne désespère pas de la diplomatie et d'une solution pacifique.

Kiev se tourne donc vers l'Ouest, pour obtenir l'appui diplomatique des puissances occidentales et de la Communauté internationale. Passé l'effet de surprise, les gouvernements occidentaux se ressaisissent et les déclarations sont nettement plus fermes qu'il y a 48 heures. Les dirigeants occidentaux avaient tendance à projeter leurs catégories et leur manière de penser sur Poutine. Ils étaient persuadés que la Russie, en intervenant militairement en Ukraine, n'avait rien à gagner, car cela compromettrait son influence sur les affaires ukrainiennes. Cette analyse, fautive à l'évidence, explique leur surprise.

Les Occidentaux commencent enfin à comprendre pleinement que Poutine ne mène pas le même jeu qu'eux. Ils sont conscients que le révisionnisme géopolitique du Kremlin est très dangereux pour la sécurité de l'Europe. Enfin, ils sont désormais persuadés que l'on ne peut se fier à la parole de Poutine, celui-là ayant précédemment expliqué qu'il refusait la partition de l'Ukraine. Tout cela aura des conséquences durables. Le discours de la « maison commune », et de la convergence naturelle entre la Russie et l'UE, est en lambeaux.

- L'armée ukrainienne est capable à répondre l'agression? Nous voyons déjà des multiples exemples de désertions.

Entre la Russie et l'Ukraine, il y a bien un déséquilibre flagrant dans le rapport des forces, ici et maintenant, sur le plan militaire. Cependant, l'Ukraine est un grand pays, fortement peuplé. Nous sommes sur d'autres ordres de grandeur que ceux de la Géorgie. En Géorgie, l'armée russe a montré ses limites, et c'est l'effet de masse qui a permis de submerger l'armée géorgienne. Rien de bien glorieux ou de spectaculaire.

Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer l'effet d'une invasion militaire sur les esprits. Les peuples ont parfois des ressources profondes, qui ne sont pas toujours bien prises en compte par les stratèges militaires. Une fois passé l'effet de surprise et le sentiment de vivre une tragédie, qui sait ce que peut donner la mobilisation des énergies populaires ?

Enfin, en Crimée, il y a d'autres communautés ethniques que les Russes ou russophone (la confusion est systématiquement entretenue). 20 % d'Ukrainiens de souche et 12 à 15 % de Tatars, ce n'est pas rien. L'invasion militaire russe peut faire

remonter des mémoires archaïques – au demeurant, elles ne sont pas profondément enfouies -, ce qui là encore pourrait réserver des surprises.

- Est-ce qu'il y a des perspectives de la Grande Guerre en Europe, en raison de la crise ukrainienne?

Il faut toujours prévoir le pire, pour qu'il n'advienne pas. Rien n'est jamais définitivement acquis et la paix est toujours plus fragile et précaire qu'on ne le croit. Attention aux engrenages et aux logiques de situation. Si la chose advenait, ce serait du fait de l'intervention militaire russe en Crimée. Ce qui s'est joué à Kiev, c'est une insurrection civique contre un pouvoir politico-mafieux et mensonger, en pleine dérive autoritaire. Cela ne justifie en rien une violation de la souveraineté ukrainienne par l'armée russe.

- Est-ce que c'est la fin de l'Europe de l'après-Guerre froide?

Ce n'est pas encore un retour pur et simple à la Guerre froide, même si cela y ressemble. A l'évidence, certains voudraient refonder une identité politique, et un projet de puissance, sur une opposition de type Est-Ouest. Du point de vue européen, la prégnance et la force de ce type de discours, en Russie, est frappante. On a le sentiment que pour les dirigeants russes, la Guerre froide était une Belle Epoque. Ils voudraient y revenir, comme si le retour d'une opposition de type Est-Ouest allait mécaniquement propulser la Russie au premier plan mondial.

Ce n'est pas l'idée directrice des dirigeants occidentaux. Ceux-ci voudraient passer à autre chose, se consacrer aux questions domestiques et/ou relever les défis du futur : montée en puissance de l'Asie-Pacifique d'une part, grande problématiques planétaires de l'autre (démographie, réchauffement climatique, prolifération, etc.). D'où le « *reset* » : cette diplomatie de l'apaisement, après la Géorgie, reposait sur la croyance selon laquelle Poutine, dans sa relation à l'Occident, ne chercherait qu'à améliorer les « termes de l'échange ». Cette mésinterprétation explique la surprise initiale des Occidentaux.

Si l'on basculait dans une nouvelle guerre froide, ce serait sous l'effet du révisionnisme géopolitique russe, à l'œuvre en Ukraine, avec un revanchisme inquiétant en toile de fond. La chose ne peut pas être exclue. D'ores et déjà, depuis quelques années en fait, on pourrait parler de « paix froide » entre la Russie et l'Occident.

Il reste que le contexte général n'est plus le même, en Europe et dans le vaste monde. Les lignes de partage en Europe se sont déplacées de plusieurs centaines de kilomètres vers l'Est, et la plupart des pays européens sont désormais membres des instances euro-atlantiques (UE et OTAN). La Russie ne représente plus le même

volume de puissance que l'ex-URSS et surtout, il lui manque une « Grande Idée ». Une idée suffisamment puissante pour mobiliser les énergies et susciter un certain nombre de ralliements. Le marxisme-léninisme était une forme de millénarisme qui ne disait pas son nom (Nicola Berdiaev l'a interprété de cette manière). Cette « religion séculière », tournée vers la domination de la Terre, avait un pouvoir de fascination sur des esprits épris d'absolu, mais s'étant détournés du Ciel.

En comparaison, le néo-eurasisme est un bricolage idéologique qui n'abuse personne. Ce syncrétisme mêle occultisme, géomancie et culte de la force, sans cohérence autre que l'appétit de pouvoir. En quelque sorte, il trahit le premier eurasisme. Celui-ci était une tentative de synthèse-dépassement dans la dialectique Orient-Occident ; un effort pour penser ensemble ce qui avait été dissocié historiquement. Du point de vue de la pensée, c'est dommage.

Enfin, l'équation du pouvoir entre la Russie et la Chine est renversée. Seule et dépourvue de vrais alliés, sans réformes structurelles et sans avoir renouvelé sa base de puissance, la Russie pourrait devenir l'« étranger proche » de la Chine. Le lecteur de Michel Strogoff que je suis en serait attristé. Il est vrai que ce type de roman a faussé notre perception de la Russie et distordu le réel. Avant la Première Guerre mondiale, la presse française regorgeait d'illusions sur la toute-puissance du « rouleau compresseur » russe. Cela s'est terminé par l'effondrement de la monarchie impériale russe, le bolchévisme, la paix séparée avec les Centraux et la ruine des épargnants français qui avaient contracté des emprunts russes.

- Mais nous avons eu de nombreux cas de sécession : Kosovo, Transnistrie, Abkhazie et Ossétie du Sud. Est-ce que la Crimée pourrait devenir un nouveau conflit gelé ?

Dans l'aire post-soviétique, ces sécessions ont été encouragées et soutenues par le pouvoir russe. Si les guerres et conflits à l'origine de ces sécessions ont effectivement des racines locales et des haines séculaires, le pouvoir russe les a abondamment manipulés et instrumentalisés. L'idée de manoeuvre était de disposer d'un levier de pouvoir sur les autres Etats successeurs de l'ex-URSS, d'avoir un certain nombre de prises pour rendre possible, une fois que la Russie aura remonté en puissance, la reconstitution d'une sphère d'influence.

A tout moment, ces conflits dits « gelés » peuvent être consciemment et volontairement portés à incandescence. Dans le cas de la Moldavie par exemple, les dirigeants russes ont déjà annoncé que le « train vers l'Europe pourrait perdre quelque wagons » (Transnistrie, voire Gagaouzie). Finalement, la prise de possession de la Crimée est la « preuve par neuf ».

La Crimée pourrait devenir un nouveau « conflit gelé » mais il semble que l'idée de manoeuvre de Vladimir Poutine est d'aller beaucoup plus vite. Il aurait pu souffler sur

les braises, générer des incidents entre communautés, puis se poser en puissance arbitrale et, après un court laps de temps, intervenir militairement.

C'est ce qui avait été fait en Géorgie, au début des années 1990, à la suite d'un sanglant conflit civil dont la Russie était partie prenante (soutien militaire aux Abkhazes et envoi de « volontaires », y compris des combattants tchéchènes). Dans le cas présent, l'intervention militaire a été immédiate, au nom de la protection des populations russes. C'est ensuite que des foules se sont déchaînées, contre des non-russes et des partisans de « Maïdan ». Dans les faits, ce ne sont pas les Russes de Crimée qui sont menacés de mauvais traitements, mais les autres populations, en situation de minorités.

- La Crimée, comme pays satellite de Russie, serait-elle "l'Ukraine alternative", avec Yanoukovitch comme chef d'état ou après le référendum du mois de mars elle composerait une entité au statut particulier comme l'Abkhazie et Ossétie du Sud déjà mentionnées?

Peu importe l'habillage et la manière dont Yanoukovitch participera ou ne participera pas au dispositif. Il faut aller à l'essentiel, saisir la racine plutôt que de se perdre dans le feuillage.

Finalement, quelle est la situation ? Les troupes russes occupent la Crimée qui est une partie du territoire ukrainien. Et il ne s'agit pas de simples gesticulations militaires, pour intimider le gouvernement ukrainien et accroître son pouvoir de négociation.

L'idée de Poutine est de rester, de prendre la Crimée à l'Ukraine et de générer le désordre dans les provinces orientales de l'Ukraine. Si la situation devait changer, avec retour des troupes russes dans leurs casernes, conformément aux accords qui régissent la location de la base de Sébastopol, ville-port sous souveraineté ukrainienne, à la Russie, ce serait sous l'effet de pressions diplomatiques occidentales et de contraintes objectives.